

La Confédération paysanne s'engage contre «l'injustice sociale»

Samedi 20 septembre, sur les hauteurs du lac d'Issarlès, la fête de l'agriculture organisée par la Confédération paysanne a battu son plein. Un événement convivial, familial, mais également politique, puisque le syndicat ardéchois n'a pas hésité à réaffirmer son soutien au mouvement social lancé il y a dix jours.

Sur les hauteurs du plateau ardéchois, l'esprit était à la fête, ce samedi 20 septembre, au lac d'Issarlès. Après la victoire d'Aurélien Mourier à la chambre d'agriculture, plus tôt dans l'année, et la nomination de Fanny Métrat en porte-parole nationale, quelques mois plus tard, la Confédération paysanne de l'Ardèche a pu profiter d'un moment de réjouissances bien mérité, lors de cette fête de l'agriculture, organisée à la ferme de Rajasse au Lac d'Issarlès. Mais si l'ambiance était visiblement détendue, ses membres n'en oublient pas les combats qu'ils doivent mener, encore plus dans un climat de conflit social ambiant.

Un gouvernement «qui ne fait que botter en touche»

Sous le chapiteau, les stands de producteurs mettent en avant le savoir-faire



Face à un gouvernement où «les ministres se succèdent mais rien ne change», les membres de la Confédération paysanne d'Ardèche ont affirmé leur soutien au mouvement social actuel, et appellent à participer aux futures journées de manifestation. Photo Le DL/Mathias Orain

ardéchois, tandis que plus haut, un village associatif s'est formé, pour permettre à plusieurs associations de sensibiliser sur différentes causes plus ou moins proches du monde paysan. L'aspect politique de l'événement est présent, notamment par le biais d'une conférence retraçant les luttes paysannes, de la résistance à nos jours. Et c'est sans conteste vers l'avenir que le regard de la Confédération paysanne est tourné.

« Nous sommes aujourd'hui

le syndicat majoritaire du département, notre projet a été choisi », rappelle Pierre-Yves Maret, porte-parole de l'Ardèche. « Il ne s'agit pas d'un projet de corporation, mais d'un projet de société, de convergence des luttes. Notre but est de rendre l'agriculture accessible à tous, d'engager la transition écologique, mais nous sommes face à un gouvernement qui ne fait que botter en touche ou passer en force, on l'a bien vu récemment avec le vote de la Loi Duplomb. »

Le président de la chambre d'agriculture, Aurélien Mourier, n'hésite pas à ajouter que « des efforts sont constamment demandés aux paysans, sans pour autant que leurs revenus n'évoluent. Il y a une forme d'injustice sociale contre laquelle nous voulons agir, c'est un des axes de notre politique. » Concernant la grogne actuelle, la réponse des syndicalistes est sans appel : « Nous avons appelé à manifester le 10, le 18, et nous répondrons encore présent lors des prochaines journées,

en espérant que le mouvement prenne de l'ampleur », indique le porte-parole.

Une action à Paris le 14 octobre

Si la Confédération paysanne appelle à se mobiliser et à soutenir les actions locales (comme la lutte contre la déviation de Saint-Péray), l'action s'organise également au niveau national. « Les ministres se succèdent, mais rien ne change, donc la colère reste présente », constate Fanny Métrat, porte-parole nationale du syndicat.

« Depuis longtemps, nous nous opposons aux traités de libre-échange, et nous comptons organiser une journée de mobilisation à Paris, le 14 octobre prochain, contre le Mercosur », indique-t-elle, assurant que des cars partant d'Ardèche seront prévus pour celles et ceux qui souhaitent se joindre à l'action.

● Mathias Orain

► Sur le web



Retrouvez notre diapo photos en scannant ce QR code